



15ème législature

Question N° : 28257	De M. Dominique Potier (Socialistes et apparentés - Meurthe-et-Moselle)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur		Ministère attributaire > Intérieur
Rubrique > associations et fondations	Tête d'analyse >Covid-19 : situation financière de la protection civile	Analyse > Covid-19 : situation financière de la protection civile.
Question publiée au JO le : 14/04/2020 Réponse publiée au JO le : 25/05/2021 page : 4377 Date de changement d'attribution : 07/07/2020 Date de renouvellement : 28/07/2020 Date de renouvellement : 03/11/2020		

Texte de la question

M. Dominique Potier attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des associations départementales de protection civile dans le cadre de la crise sanitaire actuelle. Au cœur de l'engagement associatif déployé sur l'ensemble du territoire pour aider autant que possible les personnels soignants dans la gestion de crise du covid-19, les associations départementales de protection civile (ADPC) mobilisent quotidiennement leurs bénévoles et leurs moyens matériels pour répondre aux sollicitations nombreuses des ARS et des collectivités territoriales. À titre d'exemple, l'ADPC de Meurthe-et-Moselle a mis à disposition son matériel sur trois sites hospitaliers du département et participe à l'accueil des centres médicaux dans les gymnases de la ville de Nancy et aux transferts de patients atteints du covid-19 vers les TGV médicalisés prévus à cet effet. Que soient remerciés tous ces bénévoles qui, dans leur diversité et au plus fort de la crise, incarnent la fraternité. Ils sont la fierté du pays. Il faut en conséquence être attentif à leur attente. Cette crise sanitaire aura paradoxalement un impact financier majeur pour les ADPC. En effet, s'autofinçant pour la plupart d'entre elles par des missions de protection civile lors des événements festifs, culturels et sportifs et des actions de formation, les ADPC vont connaître une baisse significative de ressources. Toujours à titre d'exemple, l'ADPC de Meurthe-et-Moselle, par l'annulation de ses activités sur les mois de mars à mai 2020, va connaître un manque à gagner équivalent à la moitié de ses produits annuels. Cet exemple de la protection civile s'élargit aux autres associations reconnues d'utilité publique et visant à la protection des populations civiles, comme la Croix-Rouge. Alors que ces bénévoles de la sécurité civile constituent un maillon essentiel de la chaîne humaine nécessaire pour résoudre cette crise, il lui demande quels sont les moyens financiers qui peuvent être apportés à ces associations afin qu'elles poursuivent leurs missions.

Texte de la réponse

Les associations agréées de sécurité civile (AASC) regroupent plus de 70 000 membres actifs, pour l'essentiel bénévoles, dont environ 33 000 diplômés de secourisme répartis dans plus de 600 structures locales. Ces associations bénéficient, en vertu du code de la sécurité intérieure, d'un agrément du ministère de l'intérieur pour assurer des missions auprès des pouvoirs publics en cas de crise : A (participation aux opérations de secours), B (soutien et accompagnement des populations victimes de catastrophes, notamment d'inondations) et C (encadrement des bénévoles spontanés). Ces interventions sont assurées quasi gratuitement pour les maires et les

préfets. Elles sont financées, ainsi que les frais fixes des associations, par des missions rémunérées : les dispositifs prévisionnels de secours assurés pour les organisateurs de rassemblements de personnes et les formations au secourisme. Telle est l'économie issue de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile. Or, lors de la crise sanitaire liée au covid-19, les associations agréées ont été engagées dans de multiples missions qui ont augmenté leurs dépenses notamment au profit des établissements de santé et médico-sociaux. Même si des agences régionales de santé ont apporté un financement, une majorité des engagements des AASC a tardé à être couverte. Dans le même temps, les associations agréées ont, du fait du confinement, perdu leurs recettes : celles liées aux formations au secourisme jusqu'à la mi-juin 2020 ; celles liées aux dispositifs prévisionnels de secours jusqu'au 31 août 2020, échéance pour les événements de plus de 5 000 personnes (décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 modifié). C'est pourquoi lors de la crise sanitaire, les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) sont demeurés en lien constant avec les associations et, face à l'aggravation de leur situation financière, une mission de l'Inspection générale de l'administration a été diligentée en urgence au mois d'avril 2020 pour dresser l'état de leurs besoins. Cette mission a conclu à un besoin immédiat à hauteur de 20 millions d'euros. Aussi, afin de soutenir les associations, le ministre de l'intérieur a d'abord fait le choix d'opérer fin 2020 un redéploiement de ses crédits pour subventionner plus largement les associations de sécurité civile ; c'est en conséquence un montant de 760 000 €, au lieu de 250 000 € les années précédentes, qui a été alloué à celles-ci. Enfin, dans le cadre de la loi de finances pour 2021, ce sont 21 millions d'euros de crédits exceptionnels qui ont été octroyés sur proposition du Gouvernement aux AASC à la fin de l'année dernière afin qu'elles puissent assurer leurs charges fixes et ainsi leur pérennité.